

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

Première session, trente-sixième législature,
46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

STATUTES OF CANADA 1999

LOIS DU CANADA (1999)

CHAPTER 9

CHAPITRE 9

An Act to amend the Railway Safety Act and to make a consequential amendment to another Act

Loi modifiant la Loi sur la sécurité ferroviaire et une autre loi en conséquence

BILL C-58

ASSENTED TO 25th MARCH, 1999

PROJET DE LOI C-58

SANCTIONNÉ LE 25 MARS 1999

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to amend the Railway Safety Act and to make a consequential amendment to another Act*”.

SUMMARY

These amendments to the *Railway Safety Act* allow railway companies to continue to manage the way in which they meet essential safety objectives but give the Minister full powers to ensure that safety performance is appropriate. The amendments

- (a) clarify the objectives of the Act;
- (b) provide authority to require railways to implement safety management systems;
- (c) provide greater involvement for interested organizations in rule-making;
- (d) minimize disruption caused by train whistles in communities;
- (e) strengthen and clarify federal powers at road crossings;
- (f) clarify and strengthen the powers of railway safety inspectors;
- (g) streamline the administrative process;
- (h) provide authority to regulate railway emissions; and
- (i) improve provisions for security measures.

There is also a consequential amendment to the *Access to Information Act*.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi sur la sécurité ferroviaire et une autre loi en conséquence* ».

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et apporte une modification mineure à la *Loi sur l'accès à l'information*. Il permet aux compagnies de chemin de fer de continuer à déterminer la façon par laquelle elles atteindront les objectifs en matière de sécurité tout en laissant au ministre des Transports la responsabilité de voir à l'évaluation de leur performance. Il vise essentiellement :

- a) à préciser les objectifs de la loi;
- b) à prévoir le pouvoir d'exiger d'une compagnie de chemin de fer la mise en place d'un système de gestion de la sécurité;
- c) à permettre une plus grande participation des organisations intéressées lors de l'élaboration des règles;
- d) à réduire les désagréments causés par l'utilisation du sifflet lors du passage d'un train dans une municipalité;
- e) à renforcer et à préciser les pouvoirs du gouvernement fédéral sur les franchissements routiers;
- f) à préciser et à renforcer les pouvoirs des inspecteurs de la sécurité ferroviaire;
- g) à rationaliser les procédures administratives;
- h) à prévoir les pouvoirs nécessaires pour réduire les rejets dans l'environnement causés par l'exploitation des chemins de fer;
- i) à améliorer les dispositions touchant les mesures appropriées en matière de sûreté du transport ferroviaire.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:
<http://www.parl.gc.ca>

46-47-48 ELIZABETH II

46-47-48 ELIZABETH II

CHAPTER 9

CHAPITRE 9

An Act to amend the Railway Safety Act and to make a consequential amendment to another Act

Loi modifiant la Loi sur la sécurité ferroviaire et une autre loi en conséquence

[Assented to 25th March, 1999]

[Sanctionnée le 25 mars 1999]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. 32
(4th Supp.);
1989, c. 3;
1992, cc. 1,
51; 1993, c.
28; 1994, c.
15; 1996, c.
10

RAILWAY SAFETY ACT

LOI SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE

L.R., ch. 32
(4^e suppl.);
1989, ch. 3;
1992, ch. 1,
51; 1993, ch.
28; 1994, ch.
15; 1996, ch.
10

1. Section 3 of the *Railway Safety Act* and the heading before it are replaced by the following:

1. L'article 3 de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

1996, ch. 10,
art. 262

OBJECTIVES

OBJECTIFS

Objectives

Objectifs

3. The objectives of this Act are to

3. La présente loi vise à la réalisation des objectifs suivants :

(a) promote and provide for the safety of the public and personnel, and the protection of property and the environment, in the operation of railways;

a) pourvoir à la sécurité du public et du personnel dans le cadre de l'exploitation des chemins de fer et à la protection des biens et de l'environnement, et en faire la promotion;

(b) encourage the collaboration and participation of interested parties in improving railway safety;

b) encourager la collaboration et la participation des parties intéressées à l'amélioration de la sécurité ferroviaire;

(c) recognize the responsibility of railway companies in ensuring the safety of their operations; and

c) reconnaître la responsabilité des compagnies de chemin de fer en ce qui a trait à la sécurité de leurs activités;

(d) facilitate a modern, flexible and efficient regulatory scheme that will ensure the continuing enhancement of railway safety.

d) favoriser la mise en place d'outils de réglementation modernes, flexibles et efficaces dans le but d'assurer l'amélioration continue de la sécurité ferroviaire.

2. (1) The definition “alter” in subsection 4(1) of the Act is repealed.

(2) The definition “proposing party” in subsection 4(1) of the English version of the Act is repealed.

(3) The definition “person” in subsection 4(1) of the Act is replaced by the following:

“person” includes a government of a municipality and a road authority;

(4) Subsection 4(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“authorized screening” means anything authorized or required to be done under the regulations or a security document for the control, observation, inspection and search of persons or goods to prevent the unauthorized possession or carriage of weapons, explosives and incendiaries on railway works and railway equipment;

“goods” means, except in the definition “utility line”, anything that may be taken or placed on board railway equipment as freight, baggage or personal belongings;

“restricted area” means an area that is established under the regulations or a security document and to which access is restricted to authorized persons;

“road authority” means a public authority having legal authority to open and maintain roads;

“safety management system” means a formal framework for integrating safety into day-to-day railway operations and includes safety goals and performance targets, risk assessments, responsibilities and authorities, rules and procedures, and monitoring and evaluation processes;

“screening officer” means a person designated by the Minister under subsection 27(1) as a screening officer for the purposes of this Act;

2. (1) La définition de « modification », au paragraphe 4(1) de la même loi, est abrogée.

(2) La définition de « proposing party », au paragraphe 4(1) de la version anglaise de la même loi, est abrogée.

(3) La définition de « personne », au paragraphe 4(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« personne » Y sont assimilées toute administration municipale ainsi que toute autorité responsable du service de voirie.

(4) Le paragraphe 4(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« agent de contrôle » Toute personne désignée à ce titre par le ministre en vertu du paragraphe 27(1) pour l'application de la présente loi.

« autorité responsable du service de voirie » Administration publique ayant légalement le droit d'ouvrir et d'entretenir des routes.

« biens » Toute chose pouvant être apportée ou placée à bord d'un train comme effet personnel, bagage ou marchandises.

« contrôle » Acte autorisé ou exigé, en vertu d'un règlement ou d'un texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire, pour la vérification, la surveillance, l'inspection et la visite des personnes ou des biens en vue de prévenir la possession et le transport non autorisés d'armes, d'explosifs ou d'engins incendiaires à bord d'un train ou dans une installation ferroviaire.

« système de gestion de la sécurité » Protocole visant la mise en oeuvre de la sécurité ferroviaire dans l'exploitation courante des chemins de fer et intégrant les responsabilités et les pouvoirs au sein d'une compagnie de chemin de fer, les règles, les procédures, les processus de surveillance et d'évaluation auxquels elle est assujettie ainsi que les objectifs en matière de sécurité, de rendement des mécanismes de contrôle d'application et d'évaluation des risques.

“person”
« personne »

“authorized screening”
« contrôle »

“goods”
« biens »

“restricted area”
« zone réglementée »

“road authority”
« autorité responsable d'un service de voirie »

“safety management system”
« système de gestion de la sécurité »

“screening officer”
« agent de contrôle »

« personne »
“person”

« agent de contrôle »
“screening officer”

« autorité responsable du service de voirie »
“road authority”

« biens »
“goods”

« contrôle »
“authorized screening”

« système de gestion de la sécurité »
“safety management system”

“security document”
« *texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire* »

“security document” means any of the following documents:

- (a) a rule approved or proposed for approval under section 19 or 20 that relates to security,
- (b) an order made under subsection 31(3) that relates to security,
- (c) an emergency directive made under section 33 that relates to security, and
- (d) a security measure formulated under subsection 39.1(1);

(5) Subsection 4(1) of the English version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“proponent”
« *promoteur* »

“proponent”, in relation to a railway work, means the person who proposes, or has proposed, the construction or alteration of the railway work, whether voluntarily or because of a requirement imposed by or under another Act;

(6) Section 4 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(4.1) For the purposes of this Act, a threat is a hazard or condition that could reasonably be expected to develop into a situation in which a person could be injured or made to be ill or damage could be caused to the environment or property, and a threat is immediate if such a situation already exists.

3. Subsections 7(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) The Minister may, by order, require a railway company

- (a) to formulate engineering standards governing any matters referred to in subsection (1) that are specified in the order or to revise its engineering standards governing those matters; and

Railway company required to formulate standards

« *texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire* » Règle établie ou proposée en vertu des articles 19 ou 20, injonction prise par le ministre en vertu de l'article 33, avis donné par l'inspecteur en application du paragraphe 31(3) ou mesure établie en vertu du paragraphe 39.1(1).

« *zone réglementée* » Toute zone établie aux termes d'un règlement ou d'un texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire et dont l'accès est réservé aux personnes autorisées.

(5) Le paragraphe 4(1) de la version anglaise de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“proponent”, in relation to a railway work, means the person who proposes, or has proposed, the construction or alteration of the railway work, whether voluntarily or because of a requirement imposed by or under another Act;

(6) L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(4.1) La mention du risque ou du fait de compromettre la sécurité dans la présente loi vise tout danger ou toute condition qui pourrait éventuellement constituer une situation dans laquelle une personne pourrait être blessée ou tomber malade, l'environnement pourrait être compromis ou des biens matériels pourraient être endommagés. Le risque est dit imminent dans les cas où cette situation existe déjà.

3. Les paragraphes 7(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Le ministre peut, par arrêté, enjoindre à une compagnie de chemin de fer soit d'établir des normes concernant l'un des domaines visés au paragraphe (1), soit de modifier, d'une façon particulière, de telles normes et d'en déposer, pour approbation, le texte auprès de lui, le tout dans un délai déterminé dans l'arrêté.

« *texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire* »
“*security document*”

« *zone réglementée* »
“*restricted area*”

“proponent”
« *promoteur* »

Indice de risque

Arrêté ministériel

(b) within a period specified in the order, to file the formulated or revised standards with the Minister for approval.

Formulation or revision of standards

(2.1) A railway company shall file with the Minister for approval any engineering standards in respect of any matter referred to in subsection (1) that it proposes to formulate or revise on its own initiative.

(2.1) La compagnie de chemin de fer qui se propose d'établir des normes concernant l'un des domaines visés au paragraphe (1) ou de modifier de telles normes en dépose, pour approbation, le texte auprès du ministre.

Initiative de la compagnie

Application of certain provisions

(3) Subsections 19(4) to (11) apply in relation to standards referred to in subsection (2) or (2.1), with any modifications that the circumstances require and without regard to the references to relevant associations or organizations.

(3) Les paragraphes 19(4) à (11) s'appliquent — à l'exception de toute mention d'organisation intéressée — aux normes visées aux paragraphes (2) et (2.1), avec les adaptations nécessaires.

Application de certaines dispositions

4. The Act is amended by adding the following after section 7:

4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 7, de ce qui suit :

Construction of Road Crossings

Construction de franchissements routiers

Regulations

7.1 The Governor in Council may make regulations regulating or prohibiting the construction of road crossings.

7.1 Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour régir ou interdire la construction de franchissements routiers.

Pouvoir réglementaire

5. Subsections 8(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

5. Les paragraphes 8(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Notice of certain proposed railway works

8. (1) If a proposed railway work is of a prescribed kind, the proponent shall not undertake the work unless it has first given notice of the work in accordance with the regulations. However, it may undertake the work if all persons to whom the notice was given file with the proponent a response indicating that they do not object to the work.

8. (1) Le promoteur ne peut entreprendre la construction ou la modification d'installations ferroviaires désignées par règlement avant d'en avoir donné avis conformément aux règlements. Il peut toutefois le faire si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet.

Avis par le promoteur

Filing of objections

(2) A person to whom a notice is given under subsection (1) may file with the proponent an objection to the proposed railway work if the person considers that the proposed railway work would prejudice their safety or the safety of their property. The objection must include reasons and be filed before the expiry of the period specified in the notice for the filing of objections, and a copy of it must be filed without delay with the Minister.

(2) Le destinataire de l'avis qui considère que les travaux qui y sont visés portent atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens — meubles ou immeubles — peut, dans le délai prévu dans l'avis, notifier au promoteur son opposition motivée à leur égard, auquel cas il dépose sans délai copie de cette notification auprès du ministre.

Avis d'opposition

6. Section 10 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

6. L'article 10 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Request for approval before end of notice period

(1.1) A request to the Minister for approval of a proposed railway work under subsection (1) may be filed before the end of the period specified in the notice given under subsection 8(1) if all persons to whom the notice was given have filed a response with the proponent.

(1.1) Le promoteur peut toutefois demander l'approbation du ministre avant l'expiration du délai indiqué dans l'avis visé au paragraphe 8(1) si tous les destinataires lui ont notifié leur réponse.

Demande d'approbation avant l'expiration du délai

Withdrawal of objection

(1.2) A proposed railway work described in paragraph (1)(b) may be undertaken without the Minister's approval if the outstanding objection is withdrawn.

(1.2) Il peut en outre, sans l'approbation du ministre, entreprendre les travaux visés au paragraphe (1) dès que l'opposition qui subsiste au titre de ce paragraphe est retirée.

Retrait de l'opposition

7. Section 11 of the Act is replaced by the following:

7. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Engineering work

11. All the engineering work relating to railway works, including design, construction, evaluation or alteration, shall be done in accordance with sound engineering principles. A professional engineer shall take responsibility for the engineering work.

11. Les travaux relatifs à la conception, à la construction, à l'évaluation ou à la modification d'installations ferroviaires sont effectués sous la responsabilité d'un ingénieur agréé conformément à des principes d'ingénierie bien établis.

Travaux d'ingénierie

8. The Act is amended by adding the following after section 12:

8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 12, de ce qui suit :

Agreements for closing road crossings

12.1 (1) The Minister may enter into an agreement with a person who has rights under Part III of the *Canada Transportation Act*, or otherwise, relating to a road crossing to close the crossing in the interest of safe railway operations.

12.1 (1) Le ministre peut conclure, avec la personne qui, en vertu de la partie III de la *Loi sur les transports au Canada* ou autrement, est titulaire de droits sur un franchissement routier, un accord en vue de le fermer pour des motifs de sécurité ferroviaire.

Accord sur la fermeture d'un franchissement routier

Grants relating to closing crossings

(2) The agreement may provide for the making of a grant to the person by the Minister and may contain any terms and conditions relating to the closure that the Minister deems advisable. Once the agreement is made, the person's rights relating to the crossing are extinguished.

(2) L'accord peut prévoir l'octroi d'une subvention par le ministre et toute condition que le ministre juge indiquée. Dès la conclusion de l'accord, les droits de la personne sur le franchissement routier sont éteints.

Subvention du ministre

9. Section 15 of the Act is replaced by the following:

9. L'article 15 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Appropriation for grants

15. Grants authorized under section 12, 12.1, 13 or 14 shall be paid out of money appropriated by Parliament for that purpose.

15. Les subventions prévues aux articles 12, 12.1, 13 et 14 sont payées sur les fonds affectés à cette fin par le Parlement.

Paiement de subventions

1996, c. 10, s. 264(1)

10. Subsection 16(1) of the Act is replaced by the following:

10. Le paragraphe 16(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 10, par. 264(1)

Reference to Agency

16. (1) The proponent of a railway work, and each beneficiary of the work, may refer the apportionment of liability for the construction, alteration, operational or maintenance costs of the work to the Agency for a determination if they cannot agree on the

16. (1) Faute de recours prévu sous le régime de la partie III de la *Loi sur les transports au Canada* ou de la *Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et les croisements de chemin de fer*, le promoteur et tout bénéficiaire des installations ferroviaires

Saisine de l'Office

apportionment and if no recourse is available under Part III of the *Canada Transportation Act* or the *Railway Relocation and Crossing Act*. The referral may be made either before or after construction or alteration of the work begins.

11. Subsection 17(2) of the Act is repealed.

12. Subsections 18(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) The Governor in Council may make regulations respecting crossing works, including regulations for requiring a railway company, road authority or other person who has rights relating to a road crossing to conduct a safety review of the road crossing following an accident of a type specified in the regulations.

(2.1) The Governor in Council may make regulations respecting the security of railway transportation.

(3) If the Governor in Council at any time makes regulations respecting a matter referred to in subsection (1) or (2.1) that are inconsistent with rules approved in relation to a particular company by the Minister under section 19 or 20 in respect of that matter, those rules are at that time revoked to the extent of the inconsistency.

13. (1) Subsections 19(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

19. (1) The Minister may, by order, require a railway company

(a) to formulate rules respecting any matter referred to in subsection 18(1) or (2.1) or to revise its rules respecting that matter; and

(b) within a specified period, to file the formulated or revised rules with the Minister for approval.

peuvent, avant ou après le début des travaux relatifs à la construction ou à la modification de ces installations, saisir l'Office de leur désaccord sur leurs obligations en ce qui concerne le coût de réalisation des travaux et les frais d'exploitation et d'entretien des installations.

11. Le paragraphe 17(2) de la même loi est abrogé.

12. Les paragraphes 18(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements sur toute question concernant les ouvrages de franchissement, notamment pour exiger d'une compagnie de chemin de fer, de l'autorité responsable du service de voirie ou de la personne qui est titulaire de droits sur un franchissement routier un examen de la sécurité de celui-ci après un accident du type qu'il spécifie.

(2.1) Il peut en outre prendre des règlements pour régir toute question concernant la sûreté du transport ferroviaire.

(3) Les dispositions des règlements pris par le gouverneur en conseil sous le régime des paragraphes (1) ou (2.1) annulent les dispositions incompatibles des règles approuvées par le ministre aux termes des articles 19 ou 20 relativement à une compagnie particulière de chemin de fer.

13. (1) Les paragraphes 19(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

19. (1) Le ministre peut, par arrêté, enjoindre à une compagnie de chemin de fer soit d'établir des règles concernant l'un des domaines visés aux paragraphes 18(1) ou (2.1), soit de modifier de telles règles et d'en déposer auprès de lui, pour approbation, le texte original ou modifié, le tout dans un délai déterminé.

Regulations —
crossing
works

Regulations —
security

Regulations to
override rules

Formulation
or revision of
rules pursuant
to ministerial
order

Autres
pouvoirs
réglemen-
taires

Pouvoir
réglemen-
taire
concernant la
sûreté

Incompati-
bilité

Arrêté
ministériel

Railway
company to
consult

(2) A railway company shall not file rules with the Minister under subsection (1) unless it has first given each relevant association or organization that is likely to be affected by their implementation a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with it on the rules.

(2) Section 19 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Request for
amendment to
terms and
conditions

(4.1) A railway company referred to in subsection (4) may request the Minister to amend any terms or conditions specified under that subsection. When making that request, the company shall send a copy of the request to each relevant association or organization.

Amendments

(4.2) After receiving a request from a railway company under subsection (4.1), the Minister may, on the basis of new information about the safety of the railway operations, amend any terms or conditions specified under subsection (4). If the Minister amends any of those terms or conditions, the Minister shall provide each relevant association or organization with a copy of the amendments.

(3) Section 19 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Effective date
of rules

(5.1) Rules approved by the Minister under subsection (4) come into force on a day specified by the Minister, but if they replace any regulations, they may not come into force earlier than the day on which the regulations are repealed.

(4) Subsection 19(8) of the Act is replaced by the following:

Consultation

(8) The Minister shall not, under this section, establish rules applying to a particular railway company unless the Minister has

(a) given that company and each relevant association or organization a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with the Minister on the rules; and

(b) considered any objection, on the grounds of safety, to the establishment of the rules that is made in the course of that consultation.

(2) La compagnie de chemin de fer ne peut procéder au dépôt qu'après avoir donné aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre des règles la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations.

(2) L'article 19 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(4.1) La compagnie peut, à la lumière de nouveaux renseignements touchant la sécurité ferroviaire, demander au ministre de modifier les conditions de l'approbation; elle fait parvenir une copie des modifications proposées aux organisations intéressées.

(4.2) Le ministre peut modifier les conditions de l'approbation; il fait parvenir, le cas échéant, une copie des modifications aux organisations intéressées.

(3) L'article 19 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

(5.1) Les règles approuvées par le ministre entrent en vigueur au plus tôt à la date d'abrogation du règlement qu'elles remplacent, le cas échéant, ou à la date fixée par arrêté du ministre.

(4) Le paragraphe 19(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Le ministre ne peut établir de règles, sous le régime du présent article, à l'égard d'une compagnie qu'après avoir donné à celle-ci et aux organisations intéressées la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations et après avoir tenu compte des oppositions formulées à cette occasion pour des motifs de sécurité.

Consulta-
tions

Demande de
modification

Modifications

Entrée en
vigueur

Consulta-
tions

14. (1) Subsections 20(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Formulation or revision of rules

20. (1) A railway company shall file with the Minister for approval any rules in respect of any matter referred to in subsection 18(1) or (2.1) that it proposes to formulate or revise on its own initiative.

Consultation

(2) A railway company shall not file rules with the Minister under subsection (1) unless it has first given each relevant association or organization that is likely to be affected by their implementation a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with it concerning the rules.

(2) Subsection 20(4) of the Act is replaced by the following:

Application of certain provisions

(4) Subsections 19(4) to (5.1), (10) and (11) apply in relation to the filing and consideration of rules filed with the Minister under subsection (1) as if the rules had been duly filed in compliance with an order made under subsection 19(1).

15. (1) Subsections 22(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Exemption by order in council

22. (1) The Governor in Council may, by order, on any terms and conditions that are specified in the order,

(a) exempt a specified railway company, specified railway equipment or a specified railway work from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(1) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20; or

(b) exempt a specified person from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(2).

Exemption by Minister

(2) The Minister may, by notice, on any terms and conditions that are specified in the notice,

(a) exempt a specified railway company, specified railway equipment or a specified railway work from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(1) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20, or

14. (1) Les paragraphes 20(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Initiative de la compagnie

20. (1) La compagnie de chemin de fer qui se propose d'établir des règles concernant l'un des domaines visés aux paragraphes 18(1) ou (2.1) ou de modifier de telles règles en dépose, pour approbation, le texte auprès du ministre.

Consultations

(2) La compagnie de chemin de fer ne peut procéder au dépôt qu'après avoir donné aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre des règles la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations.

(2) Le paragraphe 20(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Application de certaines dispositions

(4) Les paragraphes 19(4) à (5.1), (10) et (11) s'appliquent aux règles déposées dans le cadre du paragraphe (1) comme si elles l'avaient été conformément à l'arrêté visé au paragraphe 19(1).

15. (1) Les paragraphes 22(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exemption par le gouverneur en conseil

22. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, aux conditions qui y sont fixées, soustraire une compagnie de chemin de fer ou des installations ou du matériel ferroviaires à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20. Il peut, de la même manière, soustraire une personne à l'application d'une disposition des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(2).

Exemption par le ministre

(2) Le ministre peut, aux conditions fixées dans l'avis à cet effet, soustraire une compagnie de chemin de fer ou des installations ou du matériel ferroviaires à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise. Il peut, de la même manière et sous réserve de la même

(b) exempt a specified person from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(2)

if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to threaten safe railway operations.

(2) Section 22 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(4) A railway company may apply to the Minister for an exemption from the application of a specified provision of regulations under subsection 18(1), (2) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20.

(5) A railway company may not apply for an exemption under subsection (4) unless it has first given each relevant association or organization that is likely to be affected by the exemption a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with it, except that it may apply for the exemption before the end of those sixty days if it has consulted with all those associations and organizations.

(6) The railway company shall send with its application to the Minister a copy of all comments received from relevant associations and organizations.

(7) The Minister may grant the application within sixty days after receiving it if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to threaten safe railway operations. The Minister may extend the time for granting the application for an additional period of up to sixty days.

16. The Act is amended by adding the following after section 22:

22.1 (1) A railway company that proposes to conduct testing relating to rail transportation, or that requires an immediate exemption of short duration, is exempt from the application of any provision of standards formulated under section 7, regulations made under subsection 18(1) or (2) or 24(1) or rules in force under section 19 or 20 during any period that the company considers necessary. However, the exemption is effective only if the railway company files a notice of the exemp-

appréciation, soustraire une personne à l'application d'une disposition des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(2).

(2) L'article 22 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) La compagnie de chemin de fer peut demander au ministre d'être soustraite à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1), (2) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20.

(5) La compagnie de chemin de fer ne peut faire la demande visée au paragraphe (4) qu'après avoir donné aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par l'exemption soixante jours pour lui faire part de leurs observations. Elle peut toutefois la faire avant l'expiration de ce délai si elle a reçu les observations de toutes ces organisations.

(6) La compagnie fait parvenir au ministre, en même temps que la demande, une copie des observations qu'elle a reçues.

(7) Le ministre peut, dans les soixante jours suivant la réception de la demande, agréer celle-ci s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise. Il peut en outre prolonger le délai d'au plus soixante jours.

16. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 22, de ce qui suit :

22.1 (1) Est soustraite à l'application d'une disposition soit des normes établies sous le régime de l'article 7, soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2) ou 24(1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20, pour la durée qu'elle juge nécessaire, la compagnie de chemin de fer qui se propose de faire des essais en matière de transport ferroviaire ou qui a besoin sans tarder d'une exemption de courte durée et qui, ayant donné un avis de vingt et un

Application

Railway company to consult

Copy of comments

Period for granting application

Other exemptions

Demande de la compagnie

Consultations

Copie des observations

Délai de 60 jours pour agréer la demande

Exemption provisoire

tion with the Minister and each relevant association or organization that is likely to be affected by the exemption and

(a) within twenty-one days after filing the notice, the company receives a response from the Minister and each of those associations and organizations indicating that they do not object to the exemption; or

(b) no objections are confirmed or made by the Minister under subsection (3).

Objections

(2) Each of the relevant associations or organizations may object to the exemption on the grounds of safety. The objection must be filed with the Minister and the railway company within fourteen days after the notice referred to in subsection (1) is filed.

Minister's decision

(3) The Minister may

(a) within seven days after the filing of an objection under subsection (2), confirm the objection if the Minister decides that the exemption threatens safety; or

(b) within twenty-one days after receiving the notice under subsection (1), object to the exemption if the Minister is of the opinion that the exemption is not in the public interest or that it is likely to threaten safety.

17. Section 23 of the Act is replaced by the following:

Company not to operate or maintain a railway otherwise than in accordance with regulations or rules

23. (1) Unless a railway company is exempted under section 22 or 22.1 from the application of regulations made under section 18 or of rules in force under section 19 or 20 that would otherwise apply to that company, the company shall not operate or maintain railway works or railway equipment otherwise than in accordance with those regulations or rules.

Person not to maintain crossing work other than in accordance with regulations

(2) Unless the person responsible for the maintenance of a crossing work is exempted under section 22 or 22.1 from the application of regulations made under section 18 in relation to the maintenance of that crossing work, that person shall not maintain that crossing work otherwise than in accordance with those regulations.

18. The Act is amended by adding the following after section 23:

jours au ministre et aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées, remplit l'une des conditions suivantes :

a) elle reçoit de ces dernières et du ministre, avant l'expiration du délai, une réponse indiquant qu'ils entendent ne pas s'opposer à l'exemption;

b) aucune opposition ne subsiste au titre du paragraphe (3).

(2) L'organisation intéressée avisée peut, pour des motifs de sécurité, s'opposer à l'exemption; elle fait parvenir son avis d'opposition à la compagnie et au ministre dans les quatorze jours suivant la notification de l'avis de la compagnie.

Opposition d'une organisation intéressée

(3) Le ministre peut, dans les sept jours suivant la réception de l'avis visé au paragraphe (2), maintenir l'opposition de l'organisation intéressée ou, dans les vingt et un jours après réception de l'avis, s'opposer de son propre chef à l'exemption s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire ou que la sécurité ferroviaire risque d'être compromise.

Délais impartis au ministre

17. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

23. (1) Il est interdit à la compagnie de chemin de fer qui ne bénéficie pas de l'exemption prévue aux articles 22 ou 22.1 d'exploiter ou d'entretenir des installations ou du matériel ferroviaires en contravention avec les règlements pris sous le régime de l'article 18 ou avec les règles établies sous le régime des articles 19 ou 20 qui lui sont applicables.

Exploitation et entretien des installations

(2) Il est interdit au responsable de l'entretien d'un ouvrage de franchissement qui ne bénéficie pas de l'exemption prévue aux articles 22 ou 22.1 d'entretenir celui-ci en contravention avec les règlements pris à ce sujet sous le régime de l'article 18.

Entretien d'ouvrage de franchissement

18. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 23, de ce qui suit :

*Audible Warnings**Avertissement audible*

Use of whistles

23.1 (1) No person shall use the whistle on any railway equipment in an area within a municipality if

- (a) the area meets the requirements prescribed for the purposes of this section; and
- (b) the government of the municipality by resolution declares that it agrees that such whistles should not be used in that area and has, before passing the resolution,
 - (i) consulted the railway company that operates the relevant line of railway,
 - (ii) notified each relevant association or organization, and
 - (iii) given public notice of its intention to pass the resolution.

Ministerial decision

(2) The Minister may decide whether the area meets the prescribed requirements and the Minister's decision is final.

Exceptions

(3) Despite subsection (1), the whistle may be used if

- (a) there is an emergency;
- (b) any rules in force under section 19 or 20 require its use; or
- (c) a railway safety inspector orders its use under section 31.

19. (1) Subsection 24(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (f) and by adding the following after that paragraph:

- (f.1) respecting the construction, alteration and maintenance of roads for the purpose of ensuring safe railway operations;
- (f.2) respecting the control of vehicular and pedestrian traffic on road approaches to road crossings for the purpose of ensuring safe railway operations; and

(2) Section 24 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Exemption by Minister

(1.1) The Minister may, on any terms and conditions that the Minister considers necessary, exempt any railway company or other person from the application of any regulation made under subsection (1) if, in the opinion of

Sifflet

23.1 (1) Il est interdit d'utiliser le sifflet d'un train sur toute partie du territoire d'une municipalité lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) le territoire est conforme aux règlements pris pour l'application du présent article;
- b) l'administration municipale a, par résolution, manifesté son accord concernant l'interdiction du sifflet après avoir consulté la compagnie de chemin de fer qui exploite la voie ferrée, notifié les organisations intéressées et fait publier un avis à cet effet.

Décision du ministre

(2) Le ministre peut statuer sur la conformité de la partie du territoire avec les règlements, et sa décision est définitive.

Exceptions

(3) Malgré le paragraphe (1), l'opérateur du train peut utiliser le sifflet dans une situation d'urgence, lorsque les règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20 l'exigent ou lorsque l'inspecteur de la sécurité ferroviaire l'exige en application de l'article 31.

19. (1) Le paragraphe 24(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :

- f.1) la construction, la modification et l'entretien des routes en vue de préserver la sécurité ferroviaire;
- f.2) le contrôle de la circulation des véhicules et des piétons aux abords des franchissements routiers en vue de préserver la sécurité ferroviaire;

(2) L'article 24 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Pouvoir du ministre

(1.1) Le ministre peut, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise, soustraire, aux conditions qu'il juge utiles, toute compagnie de chemin de fer ou

the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to threaten safety.

1996, c. 10,
s. 265

20. (1) The portion of subsection 25(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

25. (1) For the purpose of preventing a threat to safe railway operations on a line of railway operated by a railway company, or for the purpose of restoring safe railway operations on a line of railway operated by a railway company,

(a) the company may

(i) at any time, enter onto any land adjoining the land on which the line of railway is situated for the purpose of maintaining or altering railway works or removing obstructions to them if no other access to the line of railway is reasonably available, and

(ii) remain on the land for as long as is necessary to accomplish that purpose;

(2) Section 25 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) For the purpose of preventing a threat to safe railway operations at a road crossing, a road authority may at any reasonable time enter onto any land in the vicinity of the road crossing to cut down trees or brush that has been permitted to grow on that land in contravention of regulations made under paragraph 24(1)(e), if the road authority gives notice in writing to the owner of the land of its intention to do so.

(3) Subsection 25(3) of the Act is replaced by the following:

(3) If the owner, lessee or occupier of adjoining land suffers a loss because of the exercise by a railway company or a road authority of a power conferred by this section, the railway company or road authority shall pay to that person any compensation in respect of that loss that they may agree on or, failing an agreement, that is determined under section 26, but the payment of compensation is not a condition precedent to the exercise of the power.

Power of road
authority to
enter land
adjoining line
of railway

Compensa-
tion

toute personne à l'application d'un règlement pris sous le régime du paragraphe (1).

20. (1) Le passage du paragraphe 25(1) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

25. (1) Afin de prévenir toute situation susceptible de compromettre la sécurité ferroviaire ou pour rétablir l'exploitation sécuritaire des chemins de fer, la compagnie de chemin de fer a accès à tout terrain contigu à la voie :

a) à tout moment, pour la modification ou l'entretien d'installations ferroviaires ou pour enlever tout obstacle à celles-ci, en l'absence d'un autre accès praticable à la voie, et peut y demeurer pour la durée nécessaire à ces fins;

(2) L'article 25 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Afin de prévenir toute situation susceptible de compromettre la sécurité ferroviaire, l'autorité responsable du service de voirie a accès à tout terrain situé à proximité des franchissements routiers à toute heure convenable et sur préavis écrit au propriétaire pour y abattre les arbres ou y enlever les broussailles dont la présence contrevient aux règlements pris en vertu de l'alinéa 24(1)e).

(3) Le paragraphe 25(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) La compagnie ou l'autorité responsable du service de voirie qui exerce les pouvoirs prévus au présent article paie au propriétaire, au locataire ou à l'occupant concerné les dommages-intérêts entraînés par cet exercice et convenus entre elle et ceux-ci ou, à défaut d'entente, fixés aux termes de l'article 26. Cet exercice n'est cependant pas subordonné au paiement préalable des dommages-intérêts.

1996, ch. 10,
art. 265

Pouvoirs de
la compagnie
de chemin de
fer

Pouvoirs de
l'autorité
responsable
du service de
voirie

Dommages-
intérêts

20.1 The Act is amended by adding the following after section 26.1:

Road users to give way

26.2 The users of a road shall give way to railway equipment at a road crossing if adequate warning of its approach is given.

21. The heading “Railway Safety Inspectors” before section 27 of the Act is replaced by the following:

Railway Safety Inspectors and Screening Officers

22. Subsection 27(1) of the Act is replaced by the following:

Designation

27. (1) The Minister may designate any person whom the Minister considers qualified as a railway safety inspector or a screening officer for the purposes of this Act and, in the case of a railway safety inspector, the Minister shall designate the matters in respect of which the person may exercise the powers of a railway safety inspector.

23. Paragraph 28(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) for the purpose of ensuring compliance with this Act and with the regulations, emergency directives, rules, orders and security measures made under this Act, enter any place, other than a private dwelling-place, where activities are carried on that relate directly or indirectly to the operation of a railway, including railway equipment, and carry out any inspection that the inspector considers necessary in relation to the matters designated by the Minister under section 27 in respect of which the inspector may exercise the powers of a railway safety inspector;

(a.1) require any person appearing to be in charge of the place to produce any document, regardless of physical form or characteristics, for inspection or for the purpose of making copies or taking extracts;

24. (1) Subsections 31(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

20.1 La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 26.1, de ce qui suit :

26.2 Les usagers de la route doivent à tout franchissement routier céder le passage au train qui a signalé adéquatement son approche.

21. L’intertitre « Inspecteurs de la sécurité ferroviaire » précédant l’article 27 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Inspecteurs de la sécurité ferroviaire et agents de contrôle

22. Le paragraphe 27(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

27. (1) Le ministre peut désigner les personnes qu’il estime qualifiées pour remplir les fonctions d’inspecteur de la sécurité ferroviaire ou celles d’agent de contrôle dans le cadre de la présente loi. Il doit, à l’égard des inspecteurs de la sécurité ferroviaire, délimiter leur champ de compétence.

23. L’alinéa 28(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) en vue d’assurer l’observation de la présente loi et de ses textes d’application, procéder à la visite de tous lieux, autre qu’une maison d’habitation, où se déroulent des activités se rapportant directement ou indirectement à l’exploitation des chemins de fer — y compris un train — et y effectuer l’examen nécessaire dans le cadre de son champ de compétence délimité par le ministre au titre de l’article 27;

a.1) ordonner à toute personne apparemment responsable du lieu de son intervention de lui remettre tous documents — quel qu’en soit le support — pour qu’il les vérifie ou en fasse des copies ou des extraits;

24. (1) Les paragraphes 31(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Priorité aux trains

Désignation

Inspector may forbid or restrict use of unsafe crossing work

(2) If a railway safety inspector is of the opinion that the standard of construction or maintenance of a crossing work threatens safe railway operations, the inspector, by notice sent to the person responsible for the maintenance of the crossing work and to the railway company concerned,

(a) shall inform them of that opinion and of the reasons for it; and

(b) may, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order either of them to ensure that the crossing work not be used, or not be used otherwise than under terms and conditions specified in the notice, until the threat is removed to the inspector's satisfaction.

Unsafe use of road crossing

(2.1) If a railway safety inspector is of the opinion that the method of operating a vehicle over a road crossing threatens safe railway operations, the inspector, by notice sent to the driver or operator of the vehicle,

(a) shall inform them of that opinion and of the reasons for it; and

(b) may, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order them to stop using the road crossing or to use it only under terms and conditions specified in the notice, until the threat is removed to the inspector's satisfaction.

Inspector may forbid operation of certain works or equipment

(3) If a railway safety inspector is of the opinion that the operation of a line work or railway equipment of a particular railway company threatens the safety or security of railway operations, the inspector, by notice sent to the company or to any other person who owns or leases the equipment,

(a) shall inform them of that opinion and of the reasons for it; and

(b) may, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order either of them to ensure that the line work or railway equipment not be operated, or not be operated otherwise than under terms and conditions specified in the notice, unless the work or equipment is operated so as to remove the threat, to the inspector's satisfaction.

(2) Subsections 31(5) to (8) of the Act are replaced by the following:

(2) L'inspecteur transmet au responsable de l'entretien d'ouvrages de franchissement un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que les normes de construction ou d'entretien de ceux-ci risquent de compromettre la sécurité ferroviaire; il transmet aussi l'avis à la compagnie de chemin de fer concernée. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre ordonner au responsable ou à la compagnie, pour ce qui est de l'ouvrage de franchissement en cause, d'empêcher son utilisation ou de faire en sorte qu'il ne soit utilisé qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

Interdiction d'usage pour mauvais état d'ouvrages de franchissement

(2.1) L'inspecteur peut également, lorsqu'il estime que le mode d'utilisation d'un véhicule sur un franchissement routier risque de compromettre la sécurité ferroviaire, transmettre un avis à la personne qui l'utilise ou qui l'exploite commercialement pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre lui ordonner de cesser de l'utiliser ou assujettir son utilisation à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

Utilisation dangereuse des franchissements routiers

(3) L'inspecteur transmet à la compagnie de chemin de fer ou à tout propriétaire ou locateur de matériel ferroviaire un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que l'exploitation de ses lignes de chemin de fer ou de son matériel ferroviaire risque de compromettre la sécurité ferroviaire. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre, dans l'avis, ordonner à la compagnie ou à la personne concernée d'empêcher l'utilisation de ces lignes ou du matériel visé, ou de faire en sorte qu'ils ne soient utilisés qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

Interdiction d'exploitation de lignes de chemin de fer ou de matériel ferroviaire

(2) Les paragraphes 31(5) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Minister to be informed of order

(5) If a notice sent under this section contains an order, the railway safety inspector who sends it shall immediately inform the Minister of the order and the reasons for it.

(5) L'inspecteur informe le ministre, dans les meilleurs délais, de tout ordre donné en application du présent article et des raisons qui le motivent.

Avis au ministre

Copies of certain notices to be served on supervisor

(6) If a notice sent to a railway company under this section contains an order, the railway safety inspector who sent the notice shall send a copy of it

(6) Il transmet une copie de l'ordre donné au cadre de la compagnie immédiatement responsable des installations ou du matériel visés ou, en l'absence de ce cadre, au préposé en ayant alors le contrôle.

Copie au responsable

(a) to the railway company supervisor who is directly responsible for the works or equipment concerned; or

(b) in the absence of that supervisor, to the railway company employee who, at that time, is in charge of the works or equipment concerned.

Effect of order

(7) An order contained in a notice under this section has effect

(7) L'ordre prend effet dès que le destinataire reçoit l'avis ou, dans le cas où l'ordre est donné à une compagnie, dès que celle-ci, son cadre ou son préposé reçoit l'avis.

Effet de l'ordre

(a) in the case of a railway company, when the company receives the notice or a railway company supervisor or employee receives a copy of it, whichever occurs first; or

(b) in the case of another person, when they receive the notice.

Alteration and revocation of orders by other inspectors

(8) An order made by a railway safety inspector under this section may be altered or revoked by another railway safety inspector only if the inspector who made the order is unable to act.

(8) L'ordre ne peut être modifié ou annulé par un autre inspecteur qu'en cas d'empêchement du premier.

Empêchement de l'inspecteur

(3) Subsection 31(10) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 31(10) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

When alteration or revocation effective

(10) An alteration or revocation of an order under this section has effect when the railway company or other person to whom the original notice was sent receives a notice of the alteration or revocation.

(10) La modification ou l'annulation de l'ordre prend effet dès que le destinataire de l'avis ou de l'ordre en reçoit notification.

Prise d'effet

25. Subsection 32(4) of the Act is replaced by the following:

25. Le paragraphe 32(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Safety management system deficiencies

(3.1) If the Minister is of the opinion that the safety management system established by a railway company has deficiencies that risk compromising railway safety, the Minister may, by notice sent to the company, order the company to take the necessary corrective measures.

(3.1) S'il estime que le système de gestion de la sécurité ferroviaire établi par une compagnie de chemin de fer présente des lacunes qui risquent de compromettre la sécurité ferroviaire, le ministre peut, par avis, ordonner à la compagnie d'apporter les mesures correctives nécessaires.

Lacunes du système de gestion de la sécurité ferroviaire

When order effective

(4) An order contained in a notice to a person or railway company under subsection (1), (3) or (3.1) has effect when the person or railway company receives the notice.

(4) L'ordre donné dans un avis prévu aux paragraphes (1), (3) ou (3.1) prend effet à la réception de celui-ci par son destinataire.

Effet de l'ordre

26. (1) Subsection 33(1) of the Act is replaced by the following:

26. (1) Le paragraphe 33(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Minister may send emergency directives

33. (1) If the Minister is of the opinion that there is an immediate threat to safe railway operations or the security of rail transportation, the Minister may, by emergency directive sent to a railway company, order it

33. (1) Le ministre peut, en lui transmettant un avis en ce sens, enjoindre à la compagnie de chemin de fer concernée de mettre fin, totalement ou dans la mesure prévue dans l'avis, à l'utilisation d'installations ou de matériel ferroviaires d'un type déterminé, ou à toute pratique concernant leur entretien ou leur exploitation, qui, selon lui, risquent de compromettre de façon imminente la sécurité ferroviaire. Il peut, de la même manière, lui enjoindre de mettre en oeuvre une certaine pratique concernant cet entretien ou cette exploitation lorsqu'une omission à cet égard comporte un tel risque.

Cas d'injonction

(a) either absolutely or to the extent specified in the directive,

(i) to stop using the kind of railway works or railway equipment that poses the threat, or

(ii) to stop following the maintenance or operating practice that poses the threat; or

(b) to follow a maintenance or operating practice specified in the directive if the threat is posed by the company's not following that practice.

Directive despite compliance with law

(1.1) The Minister may issue an emergency directive even though

(a) the construction of the railway work was undertaken in accordance with the law in force at the time; and

(b) using the railway equipment or following or not following the maintenance or operating practice is in accordance with this Act or any regulations or rules made under it.

(1.1) L'injonction peut viser des installations qui ont été construites conformément au droit en vigueur à l'époque ou une utilisation du matériel, une pratique ou une omission conformes à la présente loi ou aux règlements ou règles en découlant.

Portée de l'injonction

(2) Subsection 33(5) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 33(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Inconsistency between emergency directives, regulations, rules or orders

(5) In the event that, for any railway company, there is an inconsistency between an emergency directive and a regulation made under subsection 18(1) or (2.1) or a rule in force under section 19 or 20, the emergency directive prevails to the extent of the inconsistency.

(5) Les dispositions d'une injonction ministérielle l'emportent sur les dispositions incompatibles d'un règlement pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2.1) ou d'une règle établie sous le régime des articles 19 ou 20.

Incompatibilité

27. Subsections 35(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

27. Les paragraphes 35(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Medical
examination

35. (1) A person who holds a position that is declared by regulations made under paragraph 18(1)(b) or by any rule in force under section 19 or 20 to be a position critical to safe railway operations, referred to in this section as a “designated position”, shall undergo a medical examination organized by the railway company concerned, including audio-metric and optometric examination, at intervals determined by the regulations made under subparagraph 18(1)(c)(iii) or by any rule in force under section 19 or 20.

Physician or
optometrist to
disclose
potentially
hazardous
conditions

(2) If a physician or an optometrist believes, on reasonable grounds, that a patient is a person described in subsection (1), the physician or optometrist shall, if in their opinion the patient has a condition that is likely to pose a threat to safe railway operations,

(a) by notice sent without delay to a physician or optometrist specified by the railway company, inform the specified physician or optometrist of that opinion and the reasons for it, after the physician or optometrist has taken reasonable steps to first inform the patient, and

(b) without delay send a copy of that notice to the patient,

and the patient is deemed to have consented to the disclosure required by paragraph (a).

28. Section 36 of the Act is repealed.

29. Section 37 of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a), by adding the word “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) respecting notification to the Minister by railway companies of information suitable for monitoring safety performance or predicting potential changes in levels of safety, including information about any accident or incident associated with railway safety or any situation that could have a detrimental impact on safety performance.

30. Section 39 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

Examen
médical

35. (1) Le titulaire d’un poste classifié comme essentiel pour la sécurité ferroviaire en application soit du règlement pris en vertu de l’alinéa 18(1)b), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20, est tenu de passer, à intervalles fixés dans le règlement pris en vertu de l’alinéa 18(1)c) ou dans la règle établie sous le régime des articles 19 ou 20, un examen médical — notamment d’acuité auditive et visuelle — organisé par la compagnie de chemin de fer concernée.

Avertisse-
ment médical

(2) Le médecin ou l’optométriste qui a des motifs raisonnables de croire que son patient occupe un tel poste doit, si à son avis l’état de l’intéressé risque de compromettre cette sécurité, en informer sans délai, par avis écrit motivé, tout médecin ou optométriste désigné par la compagnie, après avoir pris des mesures raisonnables pour en informer d’abord son patient. Le patient est présumé avoir consenti à cette communication et une copie de l’avis lui est transmise sans délai.

28. L’article 36 de la même loi est abrogé.

29. L’article 37 de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit :

c) la notification au ministre, par les compagnies de chemin de fer, des renseignements nécessaires à l’évaluation du rendement du point de vue de la sécurité, à la prédiction des variations dans ce domaine, afférents aux accidents, aux incidents ou à toute situation de nature à provoquer un problème de sécurité.

30. L’article 39 de la même loi et l’inter-titre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

*Security**Sûreté du transport ferroviaire*Screening
before
boarding

39. (1) A screening officer may require a person or any goods to undergo authorized screening before the person or goods come on board railway equipment or enter a restricted area and, if so required,

(a) the person shall not board the railway equipment or enter the restricted area unless the person has undergone the authorized screening; and

(b) no person shall take the goods, or have them placed, on board the railway equipment or in the restricted area unless the goods have undergone the authorized screening.

Screening
after boarding
or in restricted
areas

(2) A screening officer may require a person on board railway equipment or in a restricted area to undergo authorized screening and, if the person refuses,

(a) the officer may order the person to leave the railway equipment or restricted area and to remove from it any goods that the person took or had placed there; and

(b) the person shall leave the railway equipment or restricted area and remove or permit the removal of the goods immediately or, if the railway equipment is moving, at the first reasonable opportunity.

Unaccompa-
nied goods

(3) A screening officer may carry out authorized screening of any goods at a railway work that are intended for transport on railway equipment and are not accompanied by a person, and the officer may use any force that is reasonably necessary to gain access to the goods.

False or
misleading
information

(4) No person shall knowingly make any false or misleading statement to a screening officer, or knowingly provide false or misleading information to a screening officer.

Operators to
post notices

(5) When authorized screening is required or authorized under this Act on board railway equipment or at a railway work, the railway company that operates the railway equipment or railway work shall post notices stating that

(a) authorized screening is being carried out;

39. (1) Il est interdit à quiconque de monter à bord d'un train ou de pénétrer dans une zone réglementée, d'y mettre des biens ou de les faire mettre par autrui, sans avoir subi le contrôle, pour lui-même ou ceux-ci, que peut exiger l'agent de contrôle.

Contrôle
préalable à
l'embarque-
ment

(2) L'agent de contrôle peut ordonner à toute personne qui refuse de se soumettre au contrôle, de quitter le train ou la zone réglementée et d'enlever les biens qu'elle y a apportés ou fait mettre. Son ordre est exécutoire immédiatement ou, si le train n'est pas en gare, dans les meilleurs délais.

Contrôle à
bord ou dans
une zone
réglementée

(3) L'agent de contrôle peut procéder, dans une installation ferroviaire, au contrôle de biens destinés au transport par train mais non accompagnés. Le cas échéant, il peut employer la force justifiable en la circonstance pour y avoir accès.

Biens non
accompagnés

(4) Il est interdit de faire sciemment une déclaration fausse ou trompeuse ou de fournir sciemment une information fausse ou trompeuse à un agent de contrôle.

Information
fausse ou
trompeuse

(5) Dans le cas où le contrôle des personnes ou des biens est exigé ou autorisé, en vertu de la présente loi, à bord d'un train ou dans une installation ferroviaire, la compagnie de chemin de fer est tenue d'afficher des avis à cet effet, précisant que le contrôle des personnes ou des biens n'est obligatoire que lorsque les personnes soit montent à bord ou pénètrent

Obligation
d'affichage

(b) no person is obliged to undergo authorized screening of their person if they choose not to board the railway equipment or enter a restricted area; and

(c) no person is obliged to permit authorized screening of their goods if they choose not take the goods or have them placed on board the railway equipment or in the restricted area.

dans une zone réglementée, soit y mettent leurs biens.

Placement and languages of notices

(6) The notices must be posted in prominent places where authorized screening is carried out and they must be written in both of the official languages of Canada and may, in addition, be written in any other language.

(6) Les avis doivent être placés bien en vue, dans les lieux de contrôle, et au moins dans les deux langues officielles du Canada.

Emplacement et langue des avis

Minister may formulate security measures

39.1 (1) The Minister may formulate measures respecting the security of railway transportation.

39.1 (1) Le ministre peut établir des mesures pour assurer la sûreté du transport ferroviaire.

Mesures de sécurité établies par le ministre

Requirement to carry out measures

(2) The Minister may, by notice in writing, require or authorize a railway company to carry out any of those security measures.

(2) Le ministre peut, par avis écrit, obliger ou autoriser la compagnie de chemin de fer à mettre en oeuvre de telles mesures.

Mise en oeuvre

Exemption by Minister

(3) The Minister may, on any terms and conditions that the Minister considers necessary, exempt any railway company or other person from the application of a security measure if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to pose a security threat.

(3) Le ministre peut, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise, soustraire, aux conditions qu'il juge utiles, toute compagnie de chemin de fer ou toute personne à l'application d'une mesure de sûreté du transport ferroviaire.

Pouvoir du ministre

Disclosure of security documents

39.2 (1) No person shall disclose to any other person the substance of a security document that is labelled as such unless the disclosure is

- (a) authorized by the Minister;
- (b) ordered by a court or other body under subsection (3);
- (c) required by law; or
- (d) necessary to give effect to the document.

39.2 (1) Il est interdit de communiquer la teneur d'un texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire qui est désigné comme tel, sauf si la communication est soit nécessaire à son efficacité ou légalement exigée, soit autorisée par le ministre ou ordonnée par un tribunal ou tout autre organisme en vertu du paragraphe (3).

Interdiction de communication

Court or other body to inform Minister

(2) If a request is made for the production or discovery of the security document in any proceeding before a court or other body having jurisdiction to compel its production or discovery, the court or other body shall

- (a) notify the Minister of the request, if the Minister is not a party to the proceeding; and

(2) Saisi d'une demande de production ou de divulgation, le tribunal ou tout autre organisme compétent pour y contraindre la notifie au ministre — si celui-ci n'est pas partie à la procédure — et examine à huis clos le texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire en donnant au ministre la possibilité de présenter ses observations.

Notification au ministre

(b) examine the document in a hearing closed to the public and give the Minister a reasonable opportunity to make representations with respect to it.

Order for production and discovery

(3) If the court or other body concludes that the public interest in the proper administration of justice outweighs the interests that would be protected by non-disclosure, the court or other body

(a) shall order the production and discovery of the security document, subject to any restrictions or conditions that the court or other body considers appropriate; and

(b) may require any person to give evidence relating to the document.

31. Subsections 41(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Contravention of regulations, orders, etc.

(2) A person is guilty of an offence if the person contravenes

(a) a regulation made under subsection 7(1) or section 7.1, 18, 24, 37, 47 or 47.1;

(b) an order made by the Minister or a railway safety inspector under subsection 7(2) or 19(1) or section 31 or 32;

(c) a requirement made by the Agency under subsection 16(3) or 26(3);

(d) a rule in force under section 19 or 20;

(e) an emergency directive made by the Minister under section 33; or

(f) a requirement under subsection 39.1(2) to carry out a security measure.

Punishment

(2.1) A person who is guilty of an offence under subsection (2) is liable on summary conviction

(a) in the case of a corporation, to a fine of not more than \$100,000; and

(3) S'il conclut, en l'espèce, que l'intérêt public d'une bonne administration de la justice a prépondérance sur le secret auquel est assujéti le texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire, le tribunal ou l'autre organisme doit en ordonner la production et la divulgation, sous réserve des conditions qu'il juge indiquées; il peut en outre enjoindre à toute personne de témoigner à son sujet.

Ordre de production et de divulgation

31. Les paragraphes 41(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Commet une infraction quiconque contrevient :

a) à un règlement pris en vertu du paragraphe 7(1) ou des articles 7.1, 18, 24, 37, 47 ou 47.1;

b) à l'ordre de l'inspecteur de la sécurité ferroviaire ou du ministre, ou à l'arrêté du ministre, donnés ou pris en vertu des paragraphes 7(2) ou 19(1) ou des articles 31 ou 32;

c) à la demande de l'Office faite en vertu des paragraphes 16(3) ou 26(3);

d) à une règle en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20;

e) à une injonction ministérielle prise en vertu de l'article 33;

f) à l'obligation de mettre en oeuvre la mesure de sûreté du transport ferroviaire imposée au titre du paragraphe 39.1(2).

Contravention aux règlements, aux injonctions ministérielles, etc.

(2.1) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe (2) encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, soit une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, s'il s'agit d'une personne physique, soit une amende maximale de 100 000 \$, s'il s'agit d'une personne morale.

Sanctions

(b) in the case of an individual, to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Continuing offences

(3) If a person commits a contravention described in subsection (1) or (2) that occurs on more than one day, or is continued for more than one day, the person is deemed to have committed a separate offence for each day on which it occurs or is continued.

(3) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention visée aux paragraphes (1) ou (2).

Infractions continues

Venue

(3.1) Any complaint or information in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by a court if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of that court although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction.

(3.1) Une plainte relative à une infraction à la présente loi peut être entendue ou jugée par un tribunal du lieu où l'accusé réside ou fait des affaires, même si le fait générateur de la plainte ne s'est pas produit dans ce ressort.

Ressort

Joinder of complaints

(3.2) The judge who hears, tries or determines the complaint or information may, at the request of the accused, join it with others of the same type against the accused, even if the matter of the complaints or informations did not arise in the same territorial jurisdiction, and hear them under the same procedure.

(3.2) Le juge qui instruit la plainte peut, à la demande de l'accusé, réunir plusieurs chefs d'accusation d'un même type qui pèsent contre celui-ci dans plusieurs ressorts et les entendre dans le cadre de la même procédure.

Réunion de plusieurs accusations

32. Section 44 of the Act and the heading "Railway Safety Consultative Committee" before it are repealed.

32. L'article 44 de la même loi et l'intertitre « Comité consultatif de la sécurité ferroviaire » le précédant sont abrogés.

33. Section 46 of the Act is replaced by the following:

33. L'article 46 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ministerial orders, etc., not statutory instruments

46. The following are not statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*:

46. Les textes suivants ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires* :

Nature des arrêtés, injonctions, etc.

(a) orders made by the Minister under subsection 7(2) or 19(1);

a) les arrêtés pris par le ministre en vertu des paragraphes 7(2) ou 19(1);

(b) standards, rules or notices of approval made, filed or sent under subsection 7(2) or (2.1) or section 19 or 20;

b) les normes établies au titre des paragraphes 7(2) et (2.1) ainsi que les règles et les avis d'approbation visés aux articles 19 ou 20;

(c) notices of exemption under subsection 22(2);

c) les avis d'exemption visés au paragraphe 22(2);

(d) orders and notices sent under section 31 or 32;

d) les ordres et les avis prévus aux articles 31 et 32;

(e) emergency directives made by the Minister under section 33; or

e) les injonctions ministérielles visées à l'article 33;

(f) security measures formulated under subsection 39.1(1).

34. The Act is amended by adding the following after section 47:

47.1 (1) The Governor in Council may make regulations respecting the development and implementation of safety management systems by railway companies, including the criteria to which the safety management systems must conform.

(2) The Governor in Council may make regulations restricting or otherwise governing the release of pollutants into the environment from the operation of railway equipment.

35. Section 49 of the Act is replaced by the following:

49. A regulation made under subsection 7(1) or section 7.1, 18, 24, 37, 47 or 47.1, or a rule in force under section 19 or 20, prevails over an order, rule or regulation made under any other Act of Parliament to the extent of any inconsistency between them.

36. Subsection 50(1) of the Act is replaced by the following:

50. (1) Subject to subsection (2), a copy of each regulation that is proposed to be made under subsection 7(1) or section 7.1, 18, 24, 37, 47 or 47.1 shall be published in the *Canada Gazette* at least ninety days before its proposed effective date, and interested persons shall be given a reasonable opportunity within those ninety days to make representations to the Minister with respect to the regulation.

37. The English version of the Act is amended by replacing the expression “proposing party” with the word “proponent” in the following provisions:

- (a) subsection 8(3);
- (b) subsection 9(2);
- (c) subsections 10(1) to (3);
- (d) subsection 10(6);
- (e) paragraph 10(8)(b);
- (f) subsections 12(1) to (3);
- (g) subsections 13(1) and (2); and
- (h) subsection 17(1).

f) les mesures de sûreté du transport ferroviaire établies en vertu du paragraphe 39.1(1).

34. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 47, de ce qui suit :

47.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger d’une compagnie de chemin de fer la mise en place d’un système de gestion de la sécurité et prévoir les critères auxquels celui-ci doit se conformer.

(2) Il peut également, par règlement, prévoir des normes limitant les rejets de polluant dans l’environnement découlant de l’exploitation de matériel ferroviaire.

35. L’article 49 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

49. Les dispositions des règlements pris en vertu du paragraphe 7(1) et des articles 7.1, 18, 24, 37, 47 et 47.1 ainsi que les règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20 l’emportent sur les dispositions incompatibles des textes d’application de toute autre loi fédérale.

36. Le paragraphe 50(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

50. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les projets de règlements fondés sur le paragraphe 7(1) et les articles 7.1, 18, 24, 37, 47 et 47.1 sont publiés dans la *Gazette du Canada* au moins quatre-vingt-dix jours avant la date envisagée pour leur entrée en vigueur, les intéressés se voyant accorder la possibilité de présenter au ministre, pendant ce délai, leurs observations à cet égard.

37. Dans les passages suivants de la version anglaise de la même loi, « proposing party » est remplacé par « proponent » :

- a) le paragraphe 8(3);
- b) le paragraphe 9(2);
- c) les paragraphes 10(1) à (3);
- d) le paragraphe 10(6);
- e) l’alinéa 10(8)b);
- f) les paragraphes 12(1) à (3);
- g) les paragraphes 13(1) et (2);
- h) le paragraphe 17(1).

Regulations —
safety
management
systems

Regulations —
protection
of the
environment

Safety
regulations
prevail

Publication of
proposed
regulations

Replacement
of “proposing
party” with
“proponent”

Règlement
concernant le
système de
gestion de la
sécurité

Protection de
l’environne-
ment

Incompati-
bilité

Publication
des projets de
règlement

Remplace-
ment de
« proposing
party » par
« proponent »

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

MODIFICATION CORRÉLATIVE

R.S., c. A-1

*Access to Information Act**Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

R.S., c. 32
(4th Supp.),
s. 52

38. Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by replacing the reference to “subsection 39(8)” opposite the reference to “*Railway Safety Act*” with a reference to “subsection 39.2(1)”.

38. Dans l'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information*, la mention « paragraphe 39(8) » placée en regard de « *Loi sur la sécurité ferroviaire* » est remplacée par « paragraphe 39.2(1) ».

L.R., ch. 32
(4^e suppl.),
art. 52

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

39. This Act, or any of its provisions, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

39. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en
vigueur

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste-lettre****03159442****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Canadian Government Publishing

45 Sacré-Coeur Boulevard,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Les Éditions du gouvernement du Canada

45 Boulevard Sacré-Coeur,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9